

situation tragique, mais cela leur permet également de déterminer le nombre total de réfugiés qui seront autorisés à venir ici.

C'est un programme de collaboration entre les citoyens et le gouvernement. Monsieur Trudeau a dit que c'était une façon de se dérober; je suppose qu'il a quelque peine à croire en la sagesse et en la générosité du peuple canadien après le vote du 22 mai. Le NPD a lui aussi déversé sur le programme le fiel qu'on lui connaît. Mais à mon avis, c'est tout le contraire d'une dérobade. C'est une façon d'amener les habitants de ce pays à s'associer à leur gouvernement sur une question qui les touche d'éminemment près.

Nous avons l'intention de continuer comme nous avons commencé.

Les droits de la personne et les questions humanitaires retiennent beaucoup l'attention du public, mais n'occupent qu'une fraction du temps du ministère des Affaires extérieures. Par ailleurs, ce sont les questions pratiques qui sont notre pain quotidien.

Nous croyons fermement que le gouvernement doit appuyer les efforts que déploient les hommes d'affaires canadiens pour élargir nos débouchés à l'étranger. Tout programme de commercialisation repose sur une information précise sur le produit, l'acheteur, la vente. Le gouvernement dispose évidemment de nombreuses sources d'information -- nos ambassades à l'étranger consacrent d'ailleurs beaucoup de temps à recueillir des faits susceptibles d'intéresser commercialement le Canada -- mais je ne suis nullement convaincue que nous obtenons toujours les bons renseignements ou que nous utilisons toujours les bonnes sources. Je ne suis pas non plus convaincue que nous faisons la meilleure utilisation de l'information obtenue.

Ici encore, nous demandons l'avis et l'aide des personnes intéressées. Vous savez que nous convoquerons cette année une conférence économique nationale en vue de tenter de régler les problèmes de l'économie canadienne. Lorsqu'ils convoquaient une conférence économique, nos prédécesseurs s'asseyaient avec les gouvernements provinciaux pour établir leurs responsabilités respectives. Mais la prochaine conférence englobera des représentants du monde des affaires et des syndicats, c'est-à-dire de ces gens qui font vraiment marcher l'économie. Certains considéreront peut-être cela comme une idée révolutionnaire; pour nous, ce n'est que le simple bon sens.